

Préfet de Saône-et-Loire

**N° chrono** : FL/NM/140820/4167/184

**Date** : 14/08/20

**INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES**  
**RAPPORT DE LA VISITE D'INSPECTION du 30/07/2020**  
**Société Tekna Plasma Europe**

**N° S3IC : 0033.01701**

**Commune : Mâcon**

<b>Visite :</b>	administrative	programmée	annoncée	rapide	<b>Régime :</b>	A
<b>Priorité :</b>	autre	<b>Attributs S3IC n° 1 :</b>	Mise en demeure			
		<b>Attributs S3IC n° 2 :</b>	Risques accidentels			

**Liste des installations inspectées :** cellule de stockage et de production.

**Référentiel de l'inspection :**

- code de l'environnement ;
- arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter une installation de production et de stockage de poudres d'alliages métalliques n° DCL/BRENV/2018-282-1 du 9 octobre 2018 ;
- arrêté préfectoral de mise en demeure n° DCL/BRENV/2020-188-1 du 6 juillet 2020.

**Personne(s) rencontrée(s) :**

- directeur des opérations et de la production (Tekna Plasma Europe).

Ce rapport vaut rappel réglementaire à l'exploitant pour les constats de non-conformités.

Indépendamment des points contrôlés par l'inspection des installations classées, il est de la responsabilité de l'exploitant de réaliser régulièrement les vérifications et suivis nécessaires pour s'assurer du respect de l'ensemble des prescriptions réglementaires applicables à son installation.

## Synthèse de l'inspection :

À la suite d'une visite d'inspection réalisée le 28 mai 2020, l'exploitant a été mis en demeure par le préfet de Saône-et-Loire, par arrêté préfectoral n° DCL/BRENV/2020-188-1 du 6 juillet 2020, de satisfaire, dans des délais impartis, à certaines de ses obligations :

### I – Au plus tard le 24 juillet 2020 :

- en réduisant la quantité de solides inflammables stockés sur le site jusqu'au maximum autorisé de 10 tonnes tel qu'autorisé par l'article 1.3.1 de l'arrêté préfectoral n° DCL/BRENV/2018-282-1 du 9 octobre 2018 susvisé ;

### II – Au plus tard le 1<sup>er</sup> septembre 2020 :



- en stockant les solides inflammables au sein d'armoires de résistance et de réaction au feu REI 120, conformément à l'article 8.2.1 de l'arrêté préfectoral n° DCL/BRENV/2018-282-1 du 9 octobre 2018 susvisé et répondant aux exigences du chapitre 9.1 et des articles 1.4.1, 8.1.6, 8.4.3.1.1 et 8.4.3.2 du même arrêté ;

### III – Au plus tard le 14 décembre 2020 :

- en mettant en place des batardeaux semi-automatiques ou fixes permettant de recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, conformément aux articles 1.4.1, 8.1.6 et 8.6.1 de l'arrêté préfectoral n° DCL/BRENV/2018-282-1 du 9 octobre 2018 susvisé.

Cette inspection avait pour but de vérifier le respect de la première échéance fixée au 24 juillet 2020.

**Propositions de suites** : sans suite en l'absence de non-conformité constatée.

Le rédacteur	Le vérificateur / L'approbateur
  L'inspecteur de l'environnement	  L'inspecteur de l'environnement Le responsable de l'unité départementale de Saône-et-Loire

## Annexe 1 : fiche de constats

### Personnes rencontrées / fonctions :

- directeur des opérations et de la production (Tekna Plasma Europe).

### Équipe d'inspection :

- inspecteur de l'environnement, chef de la subdivision « risques accidentels » de l'unité départementale de Saône-et-Loire.

Article	Prescription contrôlée	Faits	Commentaire
<b>Arrêté préfectoral de mise en demeure n° DCL/BRENV/2020-188-1 du 6 juillet 2020</b>			
1	<p>La société Tekna Plasma Europe est mise en demeure, pour le site qu'elle exploite au 200, boulevard de la résistance sur la commune de Mâcon, de respecter les dispositions des articles L. 511-1 et L. 181-3 du code de l'environnement, des articles 1.3.1, 1.4.1, 8.1.6, 8.2.1, 8.4.3.1.1, 8.4.3.2, 8.6.1, du chapitre 9.1 de l'arrêté préfectoral no DCL/BRENV/2018-282-1, du 9 octobre 2018, susvisé :</p> <p><b>I – Au plus tard le 24 juillet 2020 :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• en réduisant la quantité de solides inflammables stockés sur le site jusqu'au maximum autorisé de 10 tonnes tel qu'autorisé par l'article 1.3.1 de l'arrêté préfectoral no DCL/BRENV/2018-282-1 du 9 octobre 2018 susvisé ; [...]</li> </ul>	Absence d'observation	<p>Conformément à son engagement pris par courrier du 22 juin 2020, l'exploitant a confirmé ne plus stocker de solides inflammables sur son site, et ce, notamment au travers de l'état des stocks du 30 juillet 2020 présenté en inspection et établi en application de l'article 8.1.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter une installation de production et de stockage de poudres d'alliages métalliques n° DCL/BRENV/2018-282-1 du 9 octobre 2018.</p> <p>En l'occurrence, 10 855 tonnes de solides inflammables étaient stockées, le 30 juillet 2020, selon l'état des stocks susmentionné, dans des installations déportées, gérées par un exploitant tiers, disposant des autorisations nécessaires selon les éléments communiqués lors d'un échange téléphonique entre l'inspection de l'environnement et l'exploitant le 22 juin 2020.</p> <p>Lors de l'inspection du 30 juillet 2020, l'inspection de l'environnement a constaté, au sein de la cellule de stockage et de production, une nette diminution des quantités stockées par rapport à la précédente inspection du 28 mai 2020 et tous les étiquetages des solides entreposés mentionnaient des alliages non inflammables. Par ailleurs, aucun pictogramme de danger relatif aux matières solides inflammables, défini par le règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du conseil du 16 décembre 2008<sup>1</sup>, n'a été identifié par l'inspection de l'environnement sur les emballages des solides entreposés au sein de la cellule de stockage et de production.</p>

<sup>1</sup> Règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du conseil du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, modifiant et abrogeant les directives 67/548/CEE et 1999/45/CE et modifiant le règlement (CE) n° 1907/2006.